

+ l'usage

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES
DE LA SANTE ET DE LA VILLE

MINISTERE DELEGUE A LA SANTE

DIRECTION GENERALE DE LA SANTE

*Sous-Direction de la Santé
des Populations*

Personnes chargées du dossier :
Mme le Dr. LORDIER-BRAULT
Tél. : 46.62.45.14
Section Maternité-Enfance
DGS/SP.2/CIRCULA1.DEC/M*

REPUBLIQUE FRANCAISE

PARIS, le
1, Place de Fontenoy
75350 PARIS 07 SP
Tél. : 46.62.40.00
Fax. : 46.62.45.32

LE MINISTRE DELEGUE A LA SANTE

à Messieurs les Préfets de région
Directions Régionales des Affaires Sanitaires et Sociales
(pour information)

Mesdames et Messieurs les Préfets de département
Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales
(pour exécution)

CIRCULAIRE n° 50 du 22 JUIL. 1993 relative à la déclaration des nouveau-nés
décédés à l'état civil.

Date d'application : immédiate

MOTS CLES : Décès nouveau-nés - Etat civil

REFERENCES : loi n° 93-22 du 8 janvier 1993
Circulaire Justice du 3 mars 1993

Textes abrogés : précédentes instructions de l'état civil

La loi n° 93-22 du 8 janvier 1993 (publiée au J.O du 9 janv. 1993) a profondément modifié dans son article 6 les modalités de déclaration des nouveau-nés décédés avant leur enregistrement à l'état civil. En effet, comme le précise le nouvel article 79-1 du code civil, désormais les enfants décédés nés vivants et viables, sur production d'un certificat médical auront un acte de naissance et un acte de décès et cela quelque soit le terme ; le délai d'enregistrement de 180 jours de gestation est aboli pour cette catégorie d'enfants. Le législateur n'a pas souhaité fixer de seuil de viabilité, le médecin étant seul juge pour l'apprécier.

Cette modification législative permet de supprimer ce qu'il était courant d'appeler "les faux mort-nés", de limiter les conséquences sociales et psychologiques de ces décisions pour les familles, et de permettre une analyse épidémiologique plus fine de la mortalité néo-natale.

Le certificat médical destiné à l'état civil revêt donc une importance particulière ; il devra nécessairement porter les mentions "né vivant et viable" pour l'établissement de l'acte de naissance et de décès, comme le rappelle la circulaire du 3 mars 1993 relative à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant (J.O du 24 mars 1993), du Garde des sceaux, Ministre de la Justice.

A cette fin, je vous propose un modèle type de certificat médical pour les enfants nés vivants et viables et décédés avant la déclaration à l'état civil, que vous transmettez aux établissements pratiquant des accouchements et aux services de néonatalogie ; ce document a été établi par un groupe de travail réuni à l'initiative de la Direction Générale de la Santé, associant des professionnels, le Ministère de la Justice, l'INSERM et l'INSEE.

Il faut préciser, que même si la loi n'a pas fixé de seuil inférieur d'enregistrement, il apparaît important de fixer un consensus autour de cette notion de viabilité dans le double but, d'une part d'éviter la déclaration de fœtus de terme très bas qui auraient pu présenter quelques signes de vie, et d'autre part, d'obtenir des données cohérentes pour l'analyse épidémiologique de la mortalité néonatale. Aussi, je vous propose de retenir comme limite basse d'enregistrement des enfants nés vivants, le terme de 22 semaines d'aménorrhée ou un poids de 500 g, à l'exclusion de tout autre critère en particulier les malformations. Cette information figure sur le modèle du certificat. Il s'agit bien d'un seuil d'enregistrement pour l'état civil, qui ne doit pas être considéré comme un seuil de prise en charge médicale. Ce terme de 22 semaines d'aménorrhée (ou un poids de 500 g) est en accord avec les recommandations de l'OMS (1977) pour la déclaration des décès périnataux.

En ce qui concerne les mort-nés, ou les enfants dont la preuve n'est pas rapportée qu'ils sont nés vivants et viables, un acte d'enfant sans vie est dressé par l'officier d'état civil, à la condition qu'ils aient plus de 180 jours de gestation (28 semaines d'aménorrhée). Ce délai n'est pas fixé par la loi, mais par la circulaire d'application du 3 mars 1993 ; il n'est pas exclu qu'il puisse être réduit dans l'avenir à 22 semaines d'aménorrhée, comme pour les enfants nés vivants. Dans l'état actuel des choses, le délai de 180 jours doit être appliqué.

Un certificat de cause médicale de décès spécifique pour la période périnatale est en cours d'élaboration par le groupe de travail précédemment cité.

Je vous demande de diffuser ces informations aux établissements d'accouchement publics et privés de votre département et à ceux accueillant des nouveau-nés.

Le Directeur Général de la Santé,

J. Girard

Jean-François GIRARD

CERTIFICAT MEDICAL CONCERNANT LES ENFANTS NES VIVANTS
ET DECEDES AVANT LEUR DECLARATION A L'ETAT CIVIL
(Conformément à l'article 79-1 du code civil)

--ooOoo--

Je soussigné, Docteur (nom, qualité)
certifie que l'enfant (nom, prénom)
de sexe , est né vivant et viable le (date)
à (heure) et décédé le (date) à
(heure)

signature du médecin

EN ACCORD AVEC LA DEFINITION DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE UN CONSENSUS PROFESSIONNEL S'EST ETABLI POUR
UN ENREGISTREMENT A PARTIR DE 22 SEMAINES D'AMENORRHEE OU 500 GRAMMES,